

Toutes ces violences ne sont

pas une fatalité!

Nous serons massivement dans la rue le 25 novembre pour faire valoir nos revendications, pour exiger la fin des violences machistes.

Nous exigeons l'application des lois existantes, un plan d'urgence national, des politiques publiques s'élevant contre la tolérance sociale, promouvant la prévention, la protection et la solidarité vis-à-vis des victimes et des co-victimes, mettant fin, enfin, à l'impunité des agresseurs!

Disons stop aux annonces du gouvernement non suivies d'effets et exigeons la mise en place d'une loi-cadre!

Le dernier rapport de la Fondation des femmes publié en septembre dernier estime que pour lutter efficacement contre les violences faites aux femmes, il faudrait au minimum 2,6 milliards d'euros. L'État en dépense aujourd'hui 184,4 millions. On est loin du compte.

C'est ainsi que des associations d'aide aux

victimes, qui les soutiennent, les hébergent et leur permettent d'entamer leur reconstruction se retrouvent en grande difficulté. De qui se moque-t-on?

Nous exigeons l'obtention immédiate de 3 milliards d'euros pour combattre enfin efficacement ces violences!

COLLECTIF POUR LES DROITS DES FEMMES 06 - PREMIERS SIGNATAIRES :

Afccc • ATTAC 06 • Centre LGBTQIA + Côte d'Azur • CGT 06 • CGT Educ'action 06 • Collectif Queer 06 • Elles voient rouge • Ensemble! • Europe Écologie Les Verts 06 • France insoumise 06 • FSU • Habitat & Citoyenneté • LDH section de Nice • Mouvement de la Paix06 • MRAP 06 • Nice au Cœur • NousToutes06 • NPA • Parti de Gauche • PCF • Planning Familial 06 • Rassemblement citoyen VIVA! • República de Nissa • República Federala Occitana • RESF 06 • Sud-solidaires 06 • Tous citoyens • Une voix pour elles

POUR QUE NOS VIES NE SOIENT PLUS CLASSÉES SANS SUITE

EN CAS D'URGENCE ET DE DANGER IMMÉDIAT

17
Police, gendarmerie

115
SAMU Social (pour les mises à l'abri en urgence même pour les personnes en situation irrégulière)

114
Par SMS ou appels d'urgence pour les sourds et malentendants

112
Appels d'urgence européens

3919
"Femmes violences information" : numéro d'écoute anonyme et gratuit (tlj, 9h à 19h)

0800 05 95 95
"Viols femmes information" (CFCV) : numéro d'écoute anonyme et gratuit (lundi à vendredi, 10h à 19h)

0800 08 11 11
Planning Familial, numéro anonyme et gratuit

colldroitsdesfemmes06@gmail.com

04 92 09 17 26
Planning Familial de Nice

04 93 71 55 69
CIDFF 06

04 93 52 17 81
Accueil Femmes Solidarité

09 81 93 14 82
Centre LGBTQIA+ Côte d'Azur

+33 (0)4 92 03 63 95
CHU de Nice Service dédié aux urgences Violences faites aux femmes du CHU 24h/24 et 7j/7

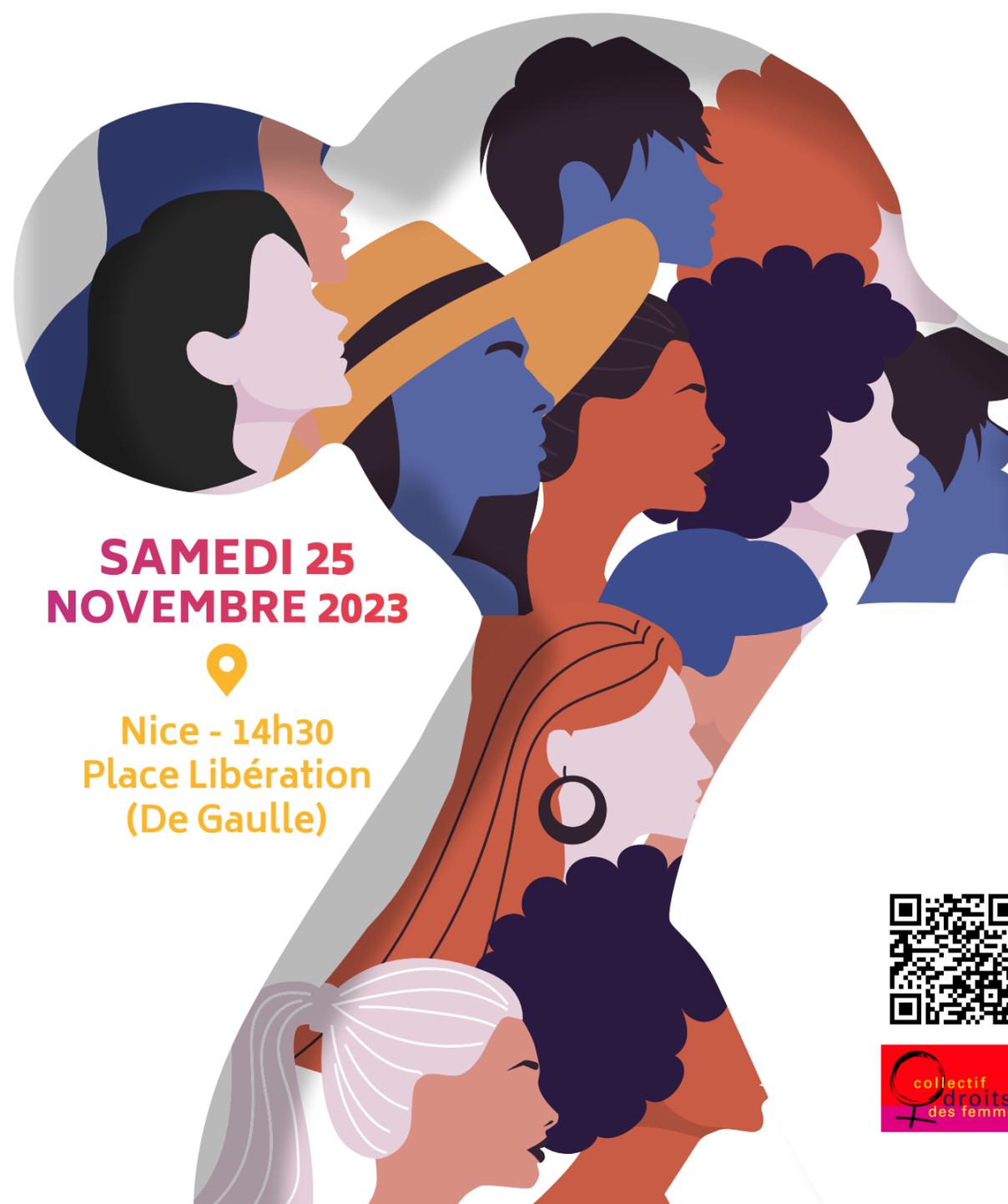
+33 (0)4 92 60 78 05
Association ARPEGES 06 à Grasse

01 40 47 06 06
Écoute violences femmes handicapées

noustoutes06@gmail.com

JOURNÉE INTERNATIONALE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

MANIFESTONS CONTRE TOUTES LES VIOLENCES SEXISTES & SEXUELLES



SAMEDI 25 NOVEMBRE 2023

**Nice - 14h30
Place Libération
(De Gaulle)**



En cette journée internationale du 25 novembre, dans un contexte de guerres qui se multiplient, notre soutien va à toutes les femmes dans le monde, premières victimes avec les enfants des conflits armés. Nous manifestons particulièrement notre soutien aux femmes d'Ukraine, de Birmanie, de Palestine, d'Israël, du Haut-Karabakh, du Congo.

Nous clamons haut et fort notre solidarité avec nos sœurs afghanes maintenues sous le joug d'une oppression effroyable où même aller à l'école devient un acte héroïque.

Nous réaffirmons notre sororité avec les femmes iraniennes et kurdes en révolte pour leur liberté. Femme, Vie, Liberté.

Nous apportons notre soutien aux femmes ouïghoures, persécutées, victimes de politique génocidaire.

Le 25 novembre nous marcherons pour rendre hommage à toutes les victimes de la violence masculine machiste, les femmes, les personnes LGBTQIA+, à toutes celles qui souffrent et qui luttent. À toutes celles que nous avons perdues.

Les violences sexistes et sexuelles surviennent partout, et tout le temps : dans nos espaces familiaux, sur nos lieux de travail et d'études, dans l'espace public, dans les transports, dans les établissements de soin, les cabinets gynécologiques, dans les maternités, dans les milieux du théâtre, du cinéma, du sport, en politique ... Dans tous les milieux sociaux. Elles touchent les femmes comme les filles.

Elles trouvent racine dans le patriarcat et se situent aussi, souvent, au croisement d'autres discriminations. Ainsi les femmes les plus touchées par ces violences sont celles qui souffrent déjà de multiples oppressions : les femmes victimes de racisme, les femmes migrantes, sans papiers, les femmes précarisées, en situation de handicap, les femmes lesbiennes et bi, les femmes trans, les femmes en situation de prostitution et celles victimes de l'industrie pornocriminelle.



Nos exigences

Nous exigeons encore, nous exigerons toujours la construction d'un monde qui, enfin, refuse, proscriit et lutte contre toutes les violences. Les femmes (transgenres et cisgenres) et les enfants en danger doivent être protégés et les criminels sanctionnés.

Nous exigeons les moyens indispensables au financement des politiques publiques contre les violences pour :

- accompagner économiquement les femmes en état de dépendance financière vis-à-vis d'un conjoint violent
- soutenir les associations qui, saturées, sont dans l'incapacité de répondre aux attentes
- augmenter les places d'hébergement
- désengorger la justice
- éduquer à la prévention des violences à travers la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes
- former tous les personnels d'accueil, de santé, de police, scolaires...

Nous exigeons l'égalité salariale, la fin des temps partiels imposés, et l'application de la convention de l'Organisation Internationale du Travail, première loi mondiale contre les violences et le harcèlement. Sa transposition dans le droit français doit être l'occasion de garantir de nouveaux droits.

Nous exigeons l'inscription du droit à l'avortement dans la Constitution.



Une prise de conscience collective a eu lieu avec #MeToo. Elle n'est pas suffisante, les chiffres parlent d'eux-mêmes.

Depuis 2017, ce sont 844 féminicides ayant fait plus de 1000 enfants orphelin.es qui ont été commis par un conjoint ou un ex conjoint.

Le nombre de femmes victimes de violences dans le couple et les enfants qui en subissent les conséquences ne diminue pas (213 000 par an) tout comme les viols ou tentatives de viols (94 000 par an).

La quasi-totalité des agresseurs sont des hommes (97,3 %). Une femme en situation de handicap sur 5 a été victime de viol.

50 % des lesbiennes et 75 % des bi ont été confrontées à des violences dans l'espace public et 85 % des personnes trans ont déjà subi un acte transphobe.

La plupart du temps, encore, les victimes ne sont pas crues, les plaintes classées sans suite, l'impunité des agresseurs persiste. La justice reste encore largement sourde à reconnaître ces violences.

160 000 enfants sont victimes de violences sexuelles chaque année, en majorité au sein de la famille. Mais leur parole peine toujours à être reconnue. Bien plus, les mères qui cherchent à les protéger de leurs agresseurs incestueux sont souvent elles-mêmes poursuivies et se

voient retirer la résidence de leurs enfants. Au bout de 2 ans, le gouvernement veut supprimer la Commission Indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles faites aux enfants sous prétexte que son travail est terminé. Nous exigeons son maintien ainsi que l'imprescibilité des crimes sexuels sur mineur.es.

Les femmes demandeuses d'asile sont très vulnérables; en proie aux réseaux de prostitution, de proxénétisme et de traite des êtres humains. Ceux-ci sont déjà à pied d'œuvre pour satisfaire l'augmentation de la demande de marchandisation du corps des femmes et des filles avec les Jeux Olympiques et Paralympiques en France en 2024. Le projet de loi « Asile et immigration » ne fera que dégrader encore plus la situation de ces femmes comme celle de toutes les femmes sans papiers.

Sur les lieux de travail plus de 8 000 viols ou tentatives ont lieu chaque année et un tiers des femmes subissent du harcèlement sexuel. Les employeurs publics et privés doivent faire cesser les violences et protéger les victimes y compris de violences conjugales.

Nous ne nous contentons pas de la ratification par le gouvernement de la convention 190 de l'Organisation Internationale du Travail à moyens constants. Nous exigeons la mise en place de nouvelles obligations pour renforcer la protection des victimes !